

Société -

Article parue 7 février 2006

Imprimer**Fermer****HISTOIRE****Une radicale déconstruction de la violence d'État**

Par son degré d'exigence politique et sa rigueur scientifique, le travail réalisé par Alain Dewerpe apporte une contribution décisive à la réflexion sur la démocratie.

Charonne 8 février 1962.

Anthropologie historique

d'un massacre d'État,

Éditions Gallimard,

2006. 900 pages, 10 euros.

La manifestation du 8 février 1962 constitue un cas d'école exemplaire pour qui veut comprendre les modalités, les facteurs et les enjeux des fluctuations mémorielles. En ces temps de débats sur les rapports entre mémoire, histoire et pouvoir, on ne saurait trop recommander un détour par le Charonne d'Alain Dewerpe. Fondée sur une démarche de type anthropologique, l'histoire de pointe offerte ici se situe à la croisée des problématiques de l'État, de la violence, des cultures politiques, des sensibilités, de la mémoire, des rapports de domination.

Nouveau venu sur le terrain bien balisé de l'histoire des manifestations, Dewerpe l'aborde par « la plus singulière » des monographies, point de départ d'une analyse dont la minutie ambitieuse d'explorer des phénomènes et des processus de portée très générale. Se pencher sur le 8 février 1962 n'allait pas de soi pour l'auteur. Ainsi explique-t-il comment il a voulu « produire un effet de distance critique » afin de « rendre raison d'un événement déraisonnable » et prouver qu'un « projet de piété filiale (1) relève aussi de la commémoration savante ».

À partir de la consultation exhaustive des sources disponibles et accessibles, Dewerpe décortique l'événement dans sa complexité, saisit les logiques à l'oeuvre dans son déroulement, interprète les tenants et les aboutissants d'un « massacre d'État » devenu « scandale civique », puis examine les conditions mémorielles de la « sortie du meurtre ». Si le contexte de la guerre d'Algérie, des attentats de l'OAS et de la présidence gaullienne placent la politique en première ligne, les développements les plus originaux de l'ouvrage, consacrés à l'État, aux références, pratiques et acteurs de son sommet comme de ses appareils policier et judiciaire, mobilisent les compétences de l'historien du social et du travail. La subtilité des analyses l'emporte sur les redites que produisent, à l'occasion, les besoins de la déconstruction. La mise en intrigue, propre à soutenir l'attention du lecteur, est bien servie par une écriture dont la rigueur même, ennemie de l'emphase et du pathos, bannit les euphémismes au profit de conclusions fermes et nettes. La sobriété ajoute à la sévérité d'un vocabulaire qui parle de « massacre », de « meurtriers », de « mensonges », démonte le « bricolage articulé et réussi » par l'institution judiciaire, etc. Au fil des pages, l'auteur réfute maintes erreurs et idées reçues charriées par les récits et les argumentaires assez tôt stéréotypés - organisations à l'origine de la manifestation, initiative policière de la violence, non-participation des CRS au massacre de Charonne, non-fermeture des grilles de ladite station, publication postérieure au 8 février des photos de la petite Delphine Renard

défigurée par une bombe de l'OAS, la dénonciation de la terrible répression du 17 octobre 1961...

L'essentiel est ailleurs. Si l'étude replace le comportement de la police parisienne au soir du 8 février dans la continuité de pratiques légitimées, sinon légales, par les « nécessités » de la guerre froide - « se faire un crâne de coco » - et d'une guerre coloniale dont les atrocités atteignent la métropole, l'affaire dépasse les agents directs de la répression. Une question traverse l'étude : comment un tel drame a-t-il pu - peut-il - arriver dans une démocratie ?

L'interrogation touche aux fondements de la relation des citoyens à l'État, invite à en cerner les droits respectifs, à revenir sur ce que doivent accepter les premiers, sur ce que peut tolérer le second. Par quoi l'histoire - qui s'en plaindra ? - concourt, sans rien céder de ses exigences propres, à la réflexion civique.

(1) L'ouvrage est écrit in memoriam de Fanny Dewerpe, l'une des neuf victimes du massacre, et mère d'Alain Dewerpe.

Michel Pigenet, historien